

De la poudre aux yeux qui ne résout rien

Berne, le 16 mars 2017

Communiqué de presse

De la poudre aux yeux qui ne résout rien

Le centre et la gauche portent la responsabilité d'un désastre annoncé

Le PS et le PDC, avec leur entêtement en faveur d'une solution idéologique, sont responsables de l'acceptation d'une réforme qui n'est ni plus ni moins que de la poudre aux yeux des citoyens. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux déplore que ces deux partis ne sont pas prêts à faire des compromis afin d'assurer une prévoyance vieillesse pour toutes les générations. L'objectif de la réforme était d'assainir l'AVS et de la stabiliser financièrement à long terme. Le PS et le PDC n'ont rien voulu entendre et se sont bornés à poursuivre leur objectif de faire passer leur idéologie avant les besoins de la population.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux a maintes fois tendu la main pour trouver une solution. Lors des différents traitements de l'objet par le Conseil national et le Conseil des Etats, nous avons plusieurs fois cherché à établir un dialogue constructif avec la gauche et le centre, pour aboutir à une solution qui méritait le nom de « réforme ». Les socialistes n'ont rien voulu entendre d'un projet juste et social et cela est incompréhensible. L'augmentation de 70 francs de l'AVS ne sera donnée qu'aux nouveaux rentiers. Les personnes actuellement à la retraite n'auront ainsi que les désavantages. Une telle AVS à deux vitesses n'est pas seulement injuste, mais elle porte aussi atteinte durablement à la confiance que les citoyens accordent à la politique.

Afin de sauver la réforme, nous avons notamment proposé les compromis suivants :

- Possibilités pour les personnes avec un faible revenu de partir plus tôt à la retraite : cette mesure a été refusée par le PDC et le PS.
- Suppression de la déduction de coordination pour compenser la baisse du taux de conversion : cette exigence des syndicats, [du conseiller aux Etats saint-gallois Paul Rechsteiner](#) et de toutes les organisations de femmes a également été refusée par le PS et le PDC.
- Le PLR était prêt, dans le cadre de la version du Conseil national, de voter pour des coûts annuels supplémentaires d'une hauteur de 5 milliards afin de stabiliser financièrement la prévoyance vieillesse.
- Renoncement au mécanisme d'intervention en cas de période difficile : le frein à l'endettement pour l'AVS était un élément clef du projet du Conseil national. Ce « sauveur de rentes » aurait garanti, malgré une situation financière critique de l'AVS, que les rentes puissent être complètement payées. Cet outil aurait apporté une sécurité pour les rentiers.
- Renoncement à une réforme pour les rentes pour veuves : cette proposition du Conseil fédéral pour une réforme des rentes était en phase avec notre époque et aurait soulagé annuellement l'AVS de 410 millions. Les finances de la Confédération auraient également été soulagées.
- Renoncement à une réforme pour les rentes enfants : ici aussi, le projet du Conseil national était en phase avec notre époque dans le sens qu'elle apportait une modification à une réalité sociale qui a changé. Cette mesure aurait soulagé annuellement l'AVS de 200 millions. Les finances de la Confédération auraient également été soulagées.

De l'huile sur le feu des finances de l'AVS

Sur tous ces points, nous avons fait des concessions au PS et au PDC. Cela n'a pas été suffisant et apparemment ils n'ont

De la poudre aux yeux qui ne résout rien

jamais été intéressés par un compromis. Au lieu de cela, ils ont soutenu, avec un entêtement idéologique rarement vu, l'augmentation de 70 francs de l'AVS pour les nouveaux rentiers. Pour le PLR, il est clair que nous ne pouvons pas voter en faveur de cette mesure. Aux yeux de la génération actuelle, ces 70 francs ne font que mettre de l'huile sur le feu des finances de l'AVS qui sont déjà mal en point et dont les perspectives s'annoncent difficiles. Cette mesure combinée avec le développement démographique ne fera qu'agrandir encore plus le gouffre dans les caisses de l'AVS. Cette augmentation mène à une AVS à deux vitesses, car les rentiers actuels n'obtiennent rien mais ils doivent supporter l'augmentation de la TVA.

L'augmentation de 70 francs est injuste. Tous ceux qui sont au bénéfice de prestations complémentaires les verront raccourcies, voire supprimées. De plus, des personnes qui n'ont pas besoin de cette augmentation en profitent. Elle mène également à une charge supplémentaire pour les finances de la Confédération, car la Confédération finance près d'un cinquième des dépenses de l'AVS. Ces dépenses supplémentaires vont avoir un impact négatif sur les budgets d'autres secteurs comme la sécurité, la formation, la culture ou l'agriculture et mèneront à des augmentations d'impôts.

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour de la Suisse.**

Contacts :

- › Isabelle Moret, conseillère nationale, 079 332 08 23
 - › Ignazio Cassis, président du groupe parlementaire libéral-radical, 079 318 20 30
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Arnaud Bonvin, porte-parole romand, 079 277 71 23
-

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne.

PLR, Les Libéraux-Radicaux, Secrétariat général, Neuengasse 20, Case postale 6136, CH-3001 Berne

T +41 (0)31 320 35 35, F +41 (0)31 320 35 00, www.plr.ch